

Unité départementale de la Somme
53 rue de la Vallée
80000 Amiens

Amiens, le 04/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/03/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LOUVENCOURT (Mairie de)

20 grande rue
80560 Louvencourt

Références : 2025-E20071
Code AIOT : 0005104071

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/03/2025 dans l'établissement LOUVENCOURT (Mairie de) implanté Les ringues des barriques 80560 Louvencourt. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la cessation de la carrière de craie de Louvencourt.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOUVENCOURT (Mairie de)
- Les ringues des barriques 80560 Louvencourt
- Code AIOT : 0005104071
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La carrière de craie de Louvencourt est d'une surface de 1ha 54a et 70 ca. La production annuelle était de 2700 t pour une durée de 30 ans.

Le site est régi par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 4 avril 2005.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Remise en état	Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 35-2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Modifications, transferts, renouvellement et cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant fournira des photographies du talutage n'excédant pas 30° et des plantations d'arbres et arbustes d'essences locales sous 6 mois. Les plantations pourront être réalisées en concordance avec le projet de centrale photovoltaïque au sol de la commune.

Suite à cet envoi, le cessation pourra être actée et le quitus délivré.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications, transferts, renouvellement et cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 6
Thème(s) : Situation administrative, Cessation d'activité
Prescription contrôlée : [...] En cas de mise à l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant en informe le Préfet au moins un mois avant la date d'arrêt prévue et adresse simultanément une déclaration de fin de travaux accompagnée d'un mémoire donnant toutes précisions sur les travaux de remise en état de lieux. [...]
Constats : Par lettre du 23 octobre 2017, l'exploitant a signifié la mise à l'arrêt de la carrière suite à la délibération du conseil municipal du 12 octobre 2017. De plus, il a été indiqué la transmission prochaine des documents associés. Par courriel du 28 novembre 2018, le mémoire de réhabilitation de la carrière de craie a été transmis. Celui-ci indique notamment :

- reconstitution de la bande des 10 mètres ;
- taluter à 30° ;
- implantation d'arbustes et d'arbres.

La prescription est respectée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Remise en état

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2005, article 35-2

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités

Prescription contrôlée :

La remise en état sera réalisée au fur et à mesure de l'avancement des travaux d'extraction. Son objectif est de continuer le principe de base de la présence des éléments de végétation qui structure le paysage : haies hautes et basses, bosquets, arbres de haut jet et têtards, rideaux. Les bandes périphériques inexploitées seront soit engazonnées, soit laissées à l'évolution naturelle. Les gradins résiduels seront talutés en pentes n'excédant pas 30°. L'aménagement du fond de la carrière consistera au régalage de la terre de découverte et à l'engazonnement du carreau ; les pentes crayeuses seront abandonnées à l'évolution naturelle de la végétation.

Constats :

L'inspection des installations classées a constaté :

- la suppression des installations fixes liées à l'exploitation proprement dite ou des installations annexes,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains comprenant l'enlèvement de tous matériels, matériaux, déchets et détritiques divers,
- le nivellement du fond de fouille,
- le régalage des terres de découverte sur les surfaces planes (fond de fouille et banquettes intermédiaires),
- l'enherbement de l'ensemble de la zone exploitée,
- la reconstitution de la bande des 10 mètres.

La plantation d'arbres et d'arbustes d'essences locales n'était pas réalisée le jour de la visite. Les gradins résiduels n'ont pas été talutés en pentes n'excédant pas 30°.

Le quitus de cessation d'activité de cette carrière sera délivré qu'après envoi de justificatif du talutage et des plantations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Fournir des photographies sous 6 mois du talutage à 30° et des plantations réalisées. Les plantations pourront être réalisées en concordance avec le projet de centrale photovoltaïque au sol.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois